

Convention collective

**IDCC : 8731. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Midi-Pyrénées)
(1^{er} décembre 1982)**

(Étendue par arrêté du 2 mars 1983,
Journal officiel du 30 mars 1983)

**AVENANT N° 82 DU 6 JUILLET 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JUILLET 2017**

NOR : AGRS1897069M

IDCC : 8731

Entre :

Union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de Midi-Pyrénées ;

Union régionale des entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Union régionale CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des dispositions de l'article 8 de la convention collective du 1^{er} décembre 1982 sus-visée, les rémunérations mensuelles minimales des diverses catégories de personnel payé au temps définies par la classification prévue à l'article 21 de ladite convention sont revalorisées comme suit à compter du 1^{er} juillet 2017.

À ce titre, les dispositions de l'article 23 de la convention collective du 1^{er} décembre 1982 « Rémunération du personnel payé au temps et du personnel administratif » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 23 – Rémunération du personnel payé au temps et du personnel administratif modifié par avenant n° 78 du 7 juillet 2015 et par avenant n° 79 du 12 janvier 2016 (étendu par arrêté du 23 octobre 2015 et par arrêté du 27 juillet 2016). »

Article 2

Personnel des exploitations forestières et des scieries agricoles

À compter du 1^{er} juillet 2017, la grille de salaires est ainsi fixée.

« 1. Ouvriers des exploitations forestières, des entreprises de travaux forestiers
et des scieries agricoles

(En euros.)

	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 ^{er} juillet 2017	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 ^{er} juillet 2017 (151,67 heures)
Niveau I		
Échelon 1 – Coef. 100	9,77	1 481,82
Échelon 2 – Coef. 110	10,01	1 518,22
Échelon 3 – Coef. 120	10,07	1 527,32
Niveau II		
Échelon 1 – Coef. 140	10,27	1 557,65
Échelon 2 – Coef. 150	10,46	1 586,47
Niveau III		
Échelon 1 – Coef. 170	10,75	1 630,45
Échelon 2 – Coef. 190	11,17	1 694,15

2. Personnel administratif des exploitations forestières,
des entreprises de travaux forestiers et des scieries agricoles

2.1. Personnel administratif, commercial, technique (ACT)

(En euros.)

	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 ^{er} juillet 2017	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 ^{er} juillet 2017 (151,67 heures)
Niveau I		
Échelon 1 – Coef. 100	9,77	1 481,82
Échelon 2 – Coef. 110	10,01	1 518,22
Échelon 3 – Coef. 120	10,07	1 527,32
Niveau II		
Échelon 1 – Coef. 140	10,27	1 557,65
Échelon 2 – Coef. 150	10,46	1 586,47
Niveau III		
Échelon 1 – Coef. 170	10,75	1 630,45
Échelon 3 – Coef. 210	11,45	1 736,62
Niveau IV		
Échelon 1 – Coef. 240	12,12	1 838,24
Échelon 2 – Coef. 270	12,58	1 908,01

2.2. Agents de maîtrise

(En euros.)

	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 ^{er} juillet 2017	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 ^{er} juillet 2017 (151,67 heures)
Niveau III		
Échelon 3 – Coefficient 210	11,45	1 736,62
Niveau IV		
Échelon 1 – Coefficient 240	12,12	1 838,24
Échelon 2 – Coefficient 270	12,58	1 908,01
Échelon 3 – Coefficient 280	12,84	1 947,44

2.3. Cadres

(En euros.)

	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 ^{er} juillet 2017	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures) à compter du 1 ^{er} juillet 2017
Niveau V		
Échelon 1 – Coefficient 310	13,61	2 064,23
Échelon 2 – Coefficient 360	14,94	2 265,95
Échelon 3 – Coefficient 480	17,94	2 720,96
Échelon 4 – Coefficient 550	19,71	2 989,42
Échelon 5 – Coefficient 600	20,98	3 182,04

Ces taux horaires sont applicables en tenant compte de la durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires (151,67 heures mensualisées) à compter du 1^{er} janvier 2002 et en prenant en considération les garanties de maintien de rémunération prévues par l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 et l'accord du 23 décembre 1981 modifié.

L'ensemble des éléments de rémunération ne pourra être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance correspondant au travail effectué. »

Article 3

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Occitanie, unité départementale de la Haute-Garonne.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 6 juillet 2017.

(Suivent les signatures.)